



Date de mise à jour : 10 novembre 2015

L'huissier de justice dans le monde

MACEDOINE DU NORD

Nom (singulier et pluriel) : **извршител / извршители**

Présentation

Généralités

82 huissiers de justice sont en exercice au sein de 86 offices. Ils sont assistés par 58 huissiers de justice stagiaires ou assistants et par environ 378 collaborateurs.

Ils sont tous professionnels libéraux.

Chaque huissier de justice ou office d'huissier de justice est compétent sur une partie seulement du territoire national (en concurrence avec un ou plusieurs autres huissiers de justice).

Formation

Formation préalable et continue des huissiers de justice

Pour devenir huissier de justice, le niveau suivant est requis : quatre années d'études juridiques ou équivalent (Master 1 ou équivalent).

Il n'existe pas de formation préalable pour les futurs huissiers de justice.

Une formation continue existe pour les huissiers de justice.

Cette formation est obligatoire.

Formation continue des collaborateurs d'huissiers de justice

Il existe un système de formation continue pour les collaborateurs d'huissiers de justice.

Conditions d'exercice de la profession

Sauf exception, un examen professionnel est nécessaire pour accéder à la fonction d'huissier de justice.

Les huissiers de justice sont nommés par le ministère de la justice.

Il existe un nombre limité d'huissiers de justice.

Un huissier de justice ne peut pas exercer son activité au sein d'une structure comprenant un autre ou plusieurs autres huissiers de justice.

La profession est représentée au plan national par la Chambre des huissiers de justice de la République de Macédoine.



Date de mise à jour : 10 novembre 2015

Obligations de l'huissier de justice et règles éthiques

L'huissier de justice est soumis à des obligations suivantes corrélatives à l'exercice de ses activités :

- Exercice obligatoire du ministère de l'huissier de justice et cas d'exemption éventuels
- Interdiction d'instrumenter dans certains cas (parenté, alliance, conflit d'intérêt, ...)
- Cas et conditions dans lesquels l'huissier de justice doit exercer personnellement son ministère
- Obligations relatives à l'exercice des activités professionnelles de l'huissier de justice
- Conditions de conservation des documents rédigés par l'huissier de justice
- Tenue d'une comptabilité
- Obligation de transmettre les fonds de tiers dans un délai déterminé
- Obligation de respecter un tarif
- Obligation pour l'huissier de justice de se soumettre à un contrôle de ses activités
- Obligation de respecter des règles éthiques et/ou de déontologie
- Obligation de souscrire une assurance garantissant la responsabilité de l'huissier de justice

L'huissier de justice est soumis à des règles éthiques et/ou de déontologie applicables à la profession. Des règles disciplinaires sont applicables à la profession d'huissier de justice.

L'huissier de justice est soumis à un contrôle de ses activités.

Activités exercées par les huissiers de justice

Exécution des décisions de justice

L'huissier de justice est chargé d'exécuter les décisions de justice, en particulier les mesures d'exécution suivantes :

- Saisie des biens meubles corporels du débiteur entre les mains du débiteur.
- Saisie des biens meubles corporels du débiteur entre les mains d'un tiers.
- Saisie des immeubles.
- Saisie des rémunérations.
- Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent.
- Gel et/ou appréhension des meubles corporels que le débiteur est tenu de livrer ou de restituer au créancier en vertu d'une décision de justice exécutoire.
- Saisies des véhicules terrestres à moteur.
- Saisie des navires.
- Saisie des aéronefs.
- Saisie des récoltes sur pieds.
- Saisie des biens placés dans un coffre-fort.
- Mesures d'expulsion.
- Mesures conservatoires sur les biens mobiliers corporels du débiteur.
- Mesures conservatoires sur les biens mobiliers incorporels du débiteur.
- Constitution d'une sûreté judiciaire à titre conservatoire sur un immeuble du débiteur.
- Constitution d'une sûreté judiciaire à titre conservatoire sur un fonds de commerce du débiteur.
- Constitution d'une sûreté judiciaire à titre conservatoire sur les actions, les parts sociales ou les valeurs mobilières appartenant au débiteur.
- Vente forcée par adjudication publique physique des biens mobiliers corporels saisis par huissier de justice par adjudication publique.



Date de mise à jour : 10 novembre 2015

- Vente forcée par adjudication publique de biens meubles corporels.
- Vente forcée par adjudication publique de biens meubles incorporels.
- Vente forcée par adjudication publique d'immeubles.
- Vente forcée par adjudication publique des fonds de commerce saisis par huissier de justice par adjudication publique.
- Distribution des fonds aux créanciers provenant de la vente forcée d'un bien mobilier.
- Distribution des fonds aux créanciers provenant de la vente forcée d'un bien immobilier.

Lorsqu'il est chargé d'une procédure d'exécution, l'huissier de justice dispose d'un accès à toute information relative au patrimoine du débiteur.

Signification des actes judiciaires et/ou extrajudiciaires

L'huissier de justice peut signifier ou notifier les actes judiciaires et/ou extrajudiciaires en matière civile, commerciale et/ou pénale.

Dans le cadre de sa mission de signification, l'huissier de justice a accès à des renseignements pour localiser et/ou rechercher le destinataire.

Vente aux enchères publiques forcée

L'huissier de justice est habilité à procéder à la vente aux enchères forcée des biens suivants :

- Vente physique (par opposition à vente sur Internet) des biens mobiliers corporels saisis par huissier de justice.
- Vente physique (par opposition à vente sur Internet) des biens mobiliers incorporels saisis par huissier de justice.
- Vente physique (par opposition à vente sur Internet) des fonds de commerce saisis par huissier de justice par adjudication publique.
- Vente physique (par opposition à vente sur Internet) des biens immobiliers saisis par huissier de justice.

Vente aux enchères publiques volontaire

L'huissier de justice est habilité à procéder à la vente aux enchères forcée des biens suivants :

- Vente physique (par opposition à vente sur Internet) des biens mobiliers corporels.
- Vente physique (par opposition à vente sur Internet) des biens mobiliers incorporels.
- Vente physique (par opposition à vente sur Internet) des fonds de commerce.
- Vente physique (par opposition à vente sur Internet) des biens immobiliers.

Recouvrement de créances

L'huissier de justice est habilité à procéder au recouvrement de créances.

Constats

L'huissier de justice n'est pas habilité à réaliser des constatations à la demande de particuliers ou des entreprises et/ou sur nomination d'un juge.



Date de mise à jour : 10 novembre 2015

Séquestre

L'huissier de justice n'est pas habilité à exercer une activité de séquestre de biens.

Conseil juridique

L'huissier de justice n'est pas habilité à dispenser des conseils juridiques.

Procédures de faillites

L'huissier de justice n'est pas habilité à exercer une activité professionnelle dans le cadre des procédures de faillites.

Missions confiées par le juge à l'huissier de justice

Un juge peut confier à un huissier de justice la réalisation d'une mission particulière.

Médiation

L'huissier de justice n'est pas habilité à exercer une activité de médiation.

Représentation des parties devant les juridictions

L'huissier de justice n'est pas habilité à représenter les parties devant les juridictions.

Rédaction d'actes sous-seing-privés

L'huissier de justice n'est pas habilité à rédiger des actes sous-seings-privés pour le compte des personnes physiques et morales.

Service des audiences

L'huissier de justice assure le service des audiences devant les juridictions.

Administration d'immeubles

L'huissier de justice n'est pas habilité à exercer une activité d'administrateur d'immeubles.